

Vade-mecum Appel d'offres 3.0

CRITÈRE MEAT ÉCHELLE DE PERFORMANCE CO₂ POUR LES POUVOIRS ADJUDICATEURS

Version 18/01/2016

Table des matières

1. Introduction	3
1.1. <i>Qu'est-ce que l'échelle de performance CO₂ ?</i>	3
1.2. <i>Consignes pour la lecture</i>	4
2. Cadre juridique régissant l'utilisation du critère MEAT Échelle de performance CO₂	5
2.1. <i>Différents types de pouvoirs adjudicateurs</i>	5
2.2. <i>Modifications de la législation sur les marchés publics</i>	5
3. Appels d'offres intégrant le critère MEAT Échelle de performance CO₂	6
4. Nouveauté dans le Critère MEAT 3.0	9
5. Opportunité du critère MEAT Échelle de performance CO₂ dans les appels d'offres	11
5.1. <i>L'intégration du critère est-elle intéressante pour le pouvoir adjudicateur ?</i>	11
5.2. <i>L'application est-elle intéressante pour un marché particulier ?</i>	14
5.3. <i>Comment comptez-vous appliquer le Critère MEAT ?</i>	15
6. Marche à suivre	17
7. Pourquoi un critère MEAT Échelle de performance CO₂ ?	19
7.1. <i>Niveau 1</i>	19
7.2. <i>Niveau 2</i>	20
7.3. <i>Niveau 3</i>	21
7.4. <i>Niveau 4</i>	22
7.5. <i>Niveau 5</i>	23
Annexe A : transition à la suite de la publication du Manuel Échelle de performance CO₂ 3.0	25
1. <i>Validité du certificat de performance CO₂ 2.2 et 3.0</i>	25
2. <i>Règles relatives à la prorogation de la validité du certificat de performance CO₂ 2.2</i>	25
Annexe B : manuel Échelle de performance CO₂	27

1. Introduction

Le présent vade-mecum s'adresse aux pouvoirs adjudicateurs (secteur public) qui souhaitent être attentifs aux achats responsables et envisagent l'application du critère MEAT Échelle de performance CO₂ (offre économiquement la plus avantageuse ou la moins disante) dans les appels d'offres. D'autres pouvoirs adjudicateurs (services d'utilité publique, secteur privé) sont aussi libres d'avoir recours à la méthodologie décrite. Le présent document comporte le critère MEAT Échelle de performance CO₂ et des recommandations sur la manière de l'appliquer. Il a pour vocation d'informer les (candidats) soumissionnaires désireux de se conformer au critère MEAT Échelle de performance CO₂ des modalités d'application et de la formulation de ce dernier.

Pour l'évolution ultérieure de l'échelle de performance CO₂, il est capital d'appliquer scrupuleusement le critère MEAT dans les appels d'offres. Un certificat adéquat et une application uniforme et correcte du critère MEAT Échelle de performance CO₂ dans les appels d'offres sont dans l'intérêt de tous les pouvoirs adjudicateurs. C'est dans cette optique que la SKAO (Stichting Klimaatvriendelijk Aanbesteden en Ondernemen, Fondation pour des entreprises et des marchés publics climatiquement neutres), gestionnaire et propriétaire de l'échelle de performance CO₂, a fait rédiger ce document par une Commission d'experts en avis de marché auprès de pouvoirs adjudicateurs et d'entreprises semi-publiques.

1.1. Qu'est-ce que l'échelle de performance CO₂ ?

L'échelle de performance CO₂ se compose des éléments suivants :

1. le critère MEAT Échelle de Performance CO₂ précisant les niveaux d'ambition pertinents pour l'appel d'offres ;
2. le système de certification Échelle de performance CO₂ sur la base duquel les entreprises peuvent décrocher le certificat de performance CO₂ selon différents niveaux d'ambition.

Les pouvoirs publics accordent une grande importance aux achats durables. Les pouvoirs adjudicateurs peuvent donner corps à cette stratégie en intégrant le critère MEAT Échelle de performance CO₂ dans les appels d'offres et en accordant un critère d'attribution préférentiel aux opérateurs économiques qui répondent à un niveau d'ambition défini par ledit critère. L'application de ce principe dans les appels d'offres du secteur néerlandais du génie civil crée un cercle vertueux de développement durable pour l'ensemble du secteur. Cette approche est conforme aux ambitions des pouvoirs adjudicateurs de ce secteur, énoncée dans le Green Deal Duurzaam GWW et l'Aanpak Duurzaam GWW (cf. www.duurzaamgww.nl). L'échelle de performance CO₂ peut jouer le même rôle dans d'autres secteurs.

Les soumissionnaires qui participent à un appel d'offres intégrant le Critère MEAT Échelle de performance CO₂ peuvent y répondre de deux manières différentes. Dans les deux cas, l'entreprise doit démontrer sa conformité au Critère MEAT dans l'année suivant l'attribution du marché et annuellement par la suite, pendant toute la durée du marché.

1. La première possibilité est que l'entreprise dispose d'un certificat de performance CO₂ et le soumette. Celui-ci est une attestation de conformité basée sur le Manuel Échelle de performance CO₂. Ce document démontre que l'entreprise dans son ensemble déploie une approche CO₂, notamment dans les marchés qu'elle mène à bien, les niveaux du certificat et le critère MEAT étant de nature comparable.
2. La deuxième possibilité consiste pour l'entreprise à démontrer qu'elle respecte, spécifiquement pour le marché en question, le niveau d'ambition (et les niveaux inférieurs) postulé dans son offre.

Dans le cadre d'un appel d'offres intégrant le critère MEAT Échelle de performance CO₂, la détention d'un certificat de performance CO₂ n'est donc pas une obligation, mais un moyen de répondre au Critère MEAT.

1.2. Consignes pour la lecture

Dans le présent vade-mecum, le terme "critère MEAT" fait référence au "critère MEAT Échelle de performance CO₂".

Le chapitre 2 décrit brièvement le cadre juridique pour l'utilisation du Critère MEAT. Le chapitre 3 aborde l'appel d'offres proprement dit intégrant le critère MEAT. Le chapitre 4 présente les changements résultant de la publication du Manuel 3.0 et d'un vade-mecum Appel d'offres distinct. Le chapitre 5 fournit un cadre de réflexion et le chapitre 6 une marche à suivre à l'intention des pouvoirs adjudicateurs qui envisagent pour la première fois d'intégrer le Critère MEAT. Le critère MEAT Échelle de performance CO₂ figure au chapitre 7.

Des détails relatifs à la transition vers le Manuel 3.0 et l'utilisation du Critère MEAT 3.0 révisé figurent à l'Annexe A. Cette annexe est particulièrement intéressante pour les pouvoirs adjudicateurs coutumiers de l'échelle de performance CO₂. Le Manuel Échelle de performance CO₂ 3.0 fait partie intégrante du présent vade-mecum et figure à l'annexe B. Ledit manuel énumère les critères à remplir pour obtenir le certificat de performance CO₂ ainsi que la méthodologie de certification.

1.3. Clause de non-responsabilité

Les pouvoirs adjudicateurs sont personnellement responsables des modalités d'établissement des avis de marché et de l'intégration du Critère MEAT Échelle de performance CO₂ dans ces derniers. Dans ce contexte, ils doivent tenir compte de la législation et de la réglementation en vigueur en matière d'appels d'offres.

Les procédures d'appel d'offres peuvent être complexes et sont souvent assorties d'intérêts financiers majeurs, tant pour les pouvoirs adjudicateurs que pour les soumissionnaires. Si les documents d'appel d'offres ne sont pas clairs, toutes les parties concernées courent des risques financiers et juridiques. Des éléments qui fonctionnent bien dans une situation peuvent être source de problèmes dans une autre. Veuillez dès lors vérifier que vous disposez de la dernière version de ce document. Nous vous conseillons également de solliciter un conseil (juridique) sur l'intégration du Critère MEAT dans certains appels d'offres spécifiques. La SKAO ne peut être tenue responsable des problèmes susceptibles de découler de l'application du Critère MEAT dans les appels d'offres.

1.4. Gestion des versions

Le vade-mecum Appel d'offres 3.0 intègre le Critère MEAT 3.0. Le Manuel Échelle de performance CO₂ 3.0 fait partie intégrante du présent vade-mecum. Tout amendement ultérieur au vade-mecum Appels d'offres, sans modification du Critère MEAT du Manuel, portera la référence 3.0.x.

Veillez dès lors à disposer de la dernière version de ce document. Pour en savoir plus, consultez le site Internet de la SKAO (www.skao.nl).

2. Cadre juridique régissant l'utilisation du critère MEAT Échelle de performance CO₂

Les directives européennes relatives aux procédures de passation de marchés (directive 2004/17/CE ou directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil) fixent le cadre juridique des appels d'offres. Ces directives ont été transposées dans le droit néerlandais (Aanbestedingswet 2012).

Depuis, les directives européennes sur la passation de marchés ont fait peau neuve (directive 2014/24/UE sur la passation des marchés publics, directive 2014/25/UE relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux, directive 2014/23/UE sur l'attribution de contrats de concession) et une loi néerlandaise modifiée sur les marchés publics est en préparation. Elle devrait entrer en vigueur en avril 2016. Les nouvelles directives révisent le concept d'offre économiquement la plus avantageuse. Ce qu'on désignait encore sous le vocable "offre économiquement la plus avantageuse" au moment de la rédaction du présent document sera désigné, à compter de l'entrée en vigueur de la loi modifiée sur les marchés publics, sous le terme "offre présentant le meilleur rapport qualité/prix". Dès l'entrée en vigueur de la loi néerlandaise modifiée relative aux marchés publics, il faudra donc lire "offre présentant le meilleur rapport qualité/prix" au lieu "d'offre économiquement la plus avantageuse".

Dans une procédure d'appel d'offres, le critère MEAT Échelle de performance CO₂ peut être appliqué en tant que tel dans la phase d'attribution à l'offre économiquement la plus avantageuse (MEAT). Dans ce cas, le niveau (d'ambition) postulé sera déterminant pour l'octroi du critère d'attribution préférentiel en regard de ce critère.

2.1. Différents types de pouvoirs adjudicateurs

La loi néerlandaise de 2012 relative aux marchés publics établit une distinction entre les pouvoirs adjudicateurs publics et les entreprises spéciales d'utilité publique. La méthodologie décrite ci-après (appels d'offres aux termes de la MEAT) s'adresse aux pouvoirs adjudicateurs publics, mais peut également être utilisée par d'autres entités adjudicatrices (entreprises d'utilité publique et du secteur privé).

Par **entités adjudicatrices (aanbestedende diensten)** au sens de l'Aanbestedingswet 2012, on entend les pouvoirs adjudicateurs publics tels que l'État fédéral, une province, une commune, une agence de l'eau ou une institution de droit public ou encore un groupement de ces entités ou institutions de droit public. Ces entités adjudicatrices sont ci-après dénommées "pouvoirs adjudicateurs".

Les **entreprises d'utilité publique** sont définies dans l'Aanbestedingswet 2012. Il s'agit notamment d'opérateurs de réseaux d'électricité, de gaz, d'eau et de transports publics.

Tous les autres pouvoirs adjudicateurs sont considérés comme relevant du **secteur privé**. Les appels d'offres lancés par des pouvoirs adjudicateurs privés, mais dont le financement provient de fonds publics, sont régis par les règles s'appliquant aux pouvoirs adjudicateurs publics.

2.2. Modifications de la législation sur les marchés publics

Lors de l'élaboration de ce vade-mecum, les experts en marchés publics de divers pouvoirs adjudicateurs ont explicitement tenu compte des modifications attendues de la loi néerlandaise Aanbestedingswet 2012. Ces adaptations aux nouvelles directives européennes en matière de marchés publics à partir de 2014 n'auront qu'un impact limité sur les modalités des appels d'offres intégrant le critère MEAT Échelle de performance CO₂. Comme indiqué plus haut, le concept MEAT

est en passe d'évoluer de manière significative (l'offre économiquement la plus avantageuse actuelle cédera bientôt la place à "l'offre présentant le meilleur rapport qualité/prix". Hormis ce changement de terminologie, le système d'appel d'offres avec l'échelle de performance CO₂ ne change toutefois pas dans le cadre de la nouvelle réglementation néerlandaise.

3. Appels d'offres intégrant le critère MEAT Échelle de performance CO₂

Pourquoi un critère MEAT Échelle de performance CO₂ ?

Le postulat d'un appel d'offres intégrant le critère MEAT est que les pouvoirs adjudicateurs doivent soumettre un *incitant* permettant aux soumissionnaires participant à une procédure d'appel d'offres de se distinguer. Un Critère MEAT standard a été établi pour l'échelle de performance CO₂. Il peut être intégré dans les avis de marché. Le score en regard de ce critère MEAT est monétisé et pris en compte dans la décision d'attribution. L'objectif du critère MEAT est de permettre aux soumissionnaires de se distinguer, à la fois par leur ambition de réduire leurs émissions effectives de CO₂ et par la maturité du système de management déployé pour y parvenir. L'adjudicataire est tenu de concrétiser cet engagement pendant l'exécution du marché. Les modalités de cette concrétisation se traduisent dans les niveaux d'ambition du critère MEAT, qui sont développés au chapitre 7.

Quelle est la corrélation entre les niveaux d'ambition MEAT et les niveaux de l'échelle de performance CO₂ ?

Tous les appels d'offres intégrant l'échelle de performance CO₂ ont recours à ce critère MEAT, ventilé par sous-critères selon différents niveaux d'ambition. Ces sous-critères et niveaux d'ambition correspondent aux exigences et aux différents échelons de performance CO₂ (voir Figure 1) décrits dans le Manuel Échelle de performance CO₂.

Niveaux d'ambition MEAT		Échelons
Niveau d'ambition MEAT 1	↔	Certificat de performance CO ₂ de niveau 1
Niveau d'ambition MEAT 2	↔	Certificat de performance CO ₂ de niveau 2
Niveau d'ambition MEAT 3	↔	Certificat de performance CO ₂ de niveau 3
Niveau d'ambition MEAT 4	↔	Certificat de performance CO ₂ de niveau 4
Niveau d'ambition MEAT 5	↔	Certificat de performance CO ₂ de niveau 5

Figure 1 Corrélation entre les niveaux d'ambition MEAT et les niveaux de l'échelle de performance CO₂

Dans les deux cas, le soumissionnaire sélectionne lui-même les objectifs de réduction, les mesures et autres activités correspondantes au niveau d'ambition/échelon, dont la méthode de communication et les actions prises pour analyser la chaîne d'approvisionnement.

Quel est le rapport entre le niveau d'ambition et le critère d'attribution préférentiel ?

Lorsqu'il participe à un appel d'offres, le soumissionnaire sélectionne un niveau d'ambition. Le niveau d'ambition CO₂ est évalué en tant que composante qualitative de l'offre. Le cahier spécial des charges établi par le pouvoir adjudicateur stipule dans quelle mesure la "qualité" est prise en compte dans le cadre de l'offre économiquement la plus avantageuse (MEAT). Le pouvoir adjudicateur doit mentionner le critère MEAT ainsi que les sous-critères et les points d'attention dans le cahier spécial

des charges. Chaque niveau d'ambition en matière de CO₂ est assorti d'un critère d'attribution préférentiel. Le cahier spécial des charges établi par le pouvoir adjudicateur doit décrire le score du critère d'attribution préférentiel et son mode de calcul de façon à clarifier sa pondération par rapport à l'évaluation d'autres éléments qualitatifs (critères MEAT) de l'offre.

Le niveau d'ambition en matière de CO₂ postulé dans l'offre (y compris les niveaux sous-jacents) fera expressément partie du marché lorsque celui-ci sera attribué.

Comment peut-on démontrer que le niveau d'ambition est atteint ?

Ultérieurement et dans le cadre spécifique du marché, le soumissionnaire peut démontrer que le niveau d'ambition est atteint, par des mesures ou au moyen d'un certificat de performance CO₂.

Attestation au moyen d'un certificat de performance CO₂

Il s'agit d'une attestation de conformité basée sur le Manuel Échelle de performance CO₂. Si l'entreprise est titulaire d'un certificat de performance CO₂ à un niveau donné, c'est la preuve qu'elle répond au Critère MEAT dans le cadre de l'exécution de marchés aux niveaux d'ambition correspondants (et aux niveaux inférieurs). L'entreprise démontre ainsi qu'elle déploie aussi une approche CO₂ dans les projets qu'elle réalise, les niveaux du certificat et le critère MEAT étant de nature comparable.

Dans le cadre d'un appel d'offres intégrant le critère MEAT Échelle de performance CO₂, la détention d'un certificat de performance CO₂ n'est donc pas une obligation, mais un moyen de prouver que le niveau d'ambition CO₂ postulé dans l'offre est atteint.

Attestation dans le cadre spécifique du marché

Si l'entreprise n'est pas titulaire d'un certificat de performance CO₂ (et si elle ne compte pas en obtenir un dans l'année qui suit l'entame du marché), elle doit pouvoir démontrer, après l'attribution et dans le cadre spécifique au marché, qu'elle répond au niveau d'ambition du critère MEAT. Pour ce faire, elle doit faire un choix entre une démonstration totalement spécifique au marché ou au moyen du certificat de performance CO₂. Si elle choisit la première solution, ce choix s'applique aussi à tous les niveaux inférieurs. Il n'est pas possible de panacher les preuves.

Le pouvoir adjudicateur doit indiquer dans le cahier spécial des charges de quelle façon le soumissionnaire peut prouver, dans le cadre spécifique d'un marché, qu'il se conforme au critère MEAT Échelle de performance CO₂. À cette fin, il est recommandé de préciser les aspects suivants au cahier spécial des charges :

1. La charge de la preuve que le niveau d'ambition postulé au critère MEAT est atteint incombe au soumissionnaire. Elle consiste en un dossier de marché et une déclaration d'un organisme certificateur indiquant si le niveau d'ambition du critère MEAT, y compris à tous les niveaux inférieurs, est atteint.
2. Le Critère MEAT doit être garanti dans le système de management du marché utilisé par le soumissionnaire.
3. Sur la base du dossier de marché et de l'assurance du système de management du marché, le soumissionnaire fait vérifier par un organisme certificateur (OC) que le critère MEAT a été respecté.
4. Le soumissionnaire apporte la preuve que l'OC est agréé pour la certification du niveau du certificat de performance correspondant au niveau d'ambition postulé et que la personne effectuant l'évaluation au nom de l'OC possède une expérience démontrable de la

certification d'entreprises au niveau du certificat de performance correspondant au niveau d'ambition postulé.

5. L'évaluation par l'OC a lieu dans l'année qui suit l'attribution du marché, puis annuellement, pendant son exécution.
6. Le soumissionnaire est tenu de signaler l'identité de l'OC qui effectuera l'évaluation dès le moment de l'appel d'offres.
7. Si elle dispose d'un certificat de performance CO₂ à un niveau d'ambition inférieur, l'entreprise peut fonder en partie la charge de la preuve sur les informations provenant du système de management associé audit certificat. Toutefois, les éléments probants doivent être fournis dans le cadre spécifique du marché pour le niveau d'ambition postulé, y compris à tous les niveaux inférieurs. Des éléments probants mixtes ne sont pas possibles.
8. Si le soumissionnaire n'est pas en mesure de démontrer dans le cadre spécifique du marché qu'il respectera le niveau d'ambition postulé (y compris à tous les niveaux inférieurs), il sera passible d'une pénalité financière supérieure au critère d'attribution préférentiel décerné.

Que se passe-t-il si le niveau du certificat n'est pas conforme au niveau d'ambition postulé ?

Compte tenu de la cohérence intrinsèque des exigences et/ou des critères (dans le cadre du système de certification d'une part, et du critère MEAT d'autre part), un panachage des preuves (en partie au moyen d'un certificat, en partie dans le cadre spécifique du marché) n'offre pas la garantie suffisante que les obligations contractuelles seront respectées. Il convient donc de choisir entre une preuve dans le cadre spécifique du marché ou une preuve par la présentation d'un certificat de performance CO₂. Si une entreprise a l'intention de démontrer sa performance au moyen d'un certificat de performance CO₂ mais échoue dans cet exercice, elle ne peut apporter la preuve dans le cadre spécifique du marché que si l'OC chargé de l'évaluation a été mentionné au préalable. Il est donc conseillé de demander explicitement à toutes les entreprises qui soumissionnent de citer l'OC.

Il peut arriver qu'une entreprise, après avoir emporté le marché, obtienne un certificat d'un niveau supérieur à celui mentionné pour le marché. Afin de satisfaire aux exigences du certificat, le marché proprement dit devra être réalisé au niveau supérieur (mentionné dans le certificat). Il sera évalué par l'OC lors de l'audit de performance. Afin, dans ce cas, de se conformer aux obligations contractuelles liées au Critère MEAT, l'entreprise le démontrera dorénavant en présentant le certificat au niveau supérieur.

Quand le niveau d'ambition doit-il être démontré ?

Après attribution par le pouvoir adjudicateur, il faut transposer l'offre du soumissionnaire de répondre au critère MEAT à un certain niveau en clause contractuelle. L'adjudicataire dispose d'un délai d'un an suivant l'attribution pour s'y conformer. Si ce dernier souhaite démontrer dans le cadre spécifique du marché qu'il respecte le Critère MEAT pendant l'exécution du marché, le niveau d'ambition CO₂ annoncé (y compris les niveaux d'ambition inférieurs) doit être mis en œuvre dans la réalisation du marché après son attribution. Pendant la durée du marché, l'adjudicataire doit démontrer annuellement, pour tous les éléments constitutifs de chaque niveau de sous-critère, qu'il respecte le niveau d'ambition postulé et les niveaux inférieurs pendant l'exécution du marché. Si l'adjudicataire choisit de se conformer au Critère MEAT au moyen du certificat de performance CO₂, il doit démontrer qu'il en est titulaire au moins au niveau requis contractuellement pendant toute la durée du marché (cf. également le point 6.1.2 de l'Annexe B, Manuel Échelle de performance CO₂ 3.0).

Y a-t-il des sanctions ?

Le cahier spécial des charges établi par le pouvoir adjudicateur doit évoquer les conséquences du non-respect des exigences contractuelles. Il est conseillé d'inclure une sanction supérieure au critère d'attribution préférentiel dont bénéficie le soumissionnaire. Le pouvoir adjudicateur doit préciser les conditions, la nature et l'étendue de la sanction dans le cahier spécial des charges.

Utilité d'un certificat de performance CO₂

Compte tenu des exigences fixées pour les différents échelons de performance CO₂, il est à supposer que les entreprises opteront pour une certification sur la base de l'échelle de performance CO₂ en cas d'appels d'offres récurrents lancés par les pouvoirs adjudicateurs, et ce dans un souci d'économie. Une approche uniforme de la réalisation de marchés génère des synergies au sein d'une même entreprise et incite les pouvoirs adjudicateurs qui prennent en compte l'ambition CO₂ du soumissionnaire dans le processus d'attribution à leur accorder un critère d'attribution préférentiel.

Rôle du pouvoir adjudicateur dans l'exécution d'un marché intégrant le Critère MEAT

Les pouvoirs adjudicateurs intègrent le Critère MEAT pour attirer l'attention sur le développement durable et la réduction des émissions de CO₂ dans le cadre d'un marché. Il incombe principalement au soumissionnaire de démontrer qu'il satisfait au critère MEAT dans le cadre du marché. Il convient que le pouvoir adjudicateur se positionne activement et entame le dialogue avec le soumissionnaire sur les apports réels du Critère MEAT au marché. Cela peut se faire, par exemple, en inscrivant la réduction des émissions de CO₂ à l'ordre du jour des entretiens sur l'état d'avancement.

Un groupement d'opérateurs économiques peut-il soumissionner ?

Un groupement d'opérateurs économiques peut également participer à un appel d'offres et démontrer, spécifiquement pour le marché ou au moyen d'un certificat de performance CO₂ (basé sur le Manuel Échelle de performance CO₂) que collectivement, un niveau d'ambition donné du critère MEAT est atteint. Si un groupement d'opérateurs économiques souhaite présenter des certificats de performance CO₂, le pouvoir adjudicateur doit préciser dans le cahier spécial des charges que, parmi toutes les entreprises du groupement d'opérateurs économiques, c'est l'entreprise affichant le niveau le plus bas sur l'échelle de performance CO₂ qui détermine le niveau d'ambition avec lequel le groupement est habilité à soumissionner. Si l'une des parties n'est pas en mesure de démontrer au moyen d'un certificat de performance CO₂ qu'elle atteint le niveau d'ambition postulé, ou si le groupe d'opérateurs économiques veut soumissionner à un niveau supérieur à celui préconisé par l'entreprise à l'échelon le plus bas, aucun certificat de performance CO₂ ne pourra être présenté et le niveau d'ambition, niveaux inférieurs compris, devra être démontré dans le cadre spécifique du marché.

4. Nouveauté dans le Critère MEAT 3.0

Une nouvelle version du Manuel Échelle de performance CO₂ a été publiée le 10 juin 2015. Ce Manuel 3.0 remplace la version 2.2. Un régime transitoire s'applique à la certification basée sur le Manuel 3.0, également pertinent pour l'application des critères MEAT. Les aspects pertinents du régime transitoire régissant les appels d'offres sont exposés à l'annexe A.

La transition du Manuel 2.2 au Manuel 3.0 s'est traduite par la modification de certains critères, qui ont aussi des implications sur la procédure suivie par les pouvoirs adjudicateurs. Ces critères modifiés ont été repris dans le Critère MEAT 3.0. Sont particulièrement concernés les sous-critères 5A, 5B et 5D, la réduction des émissions et la coopération au sein de la chaîne d'approvisionnement. Le

pouvoir adjudicateur et le marché font en effet partie intégrante de la chaîne d'approvisionnement où le soumissionnaire évolue.

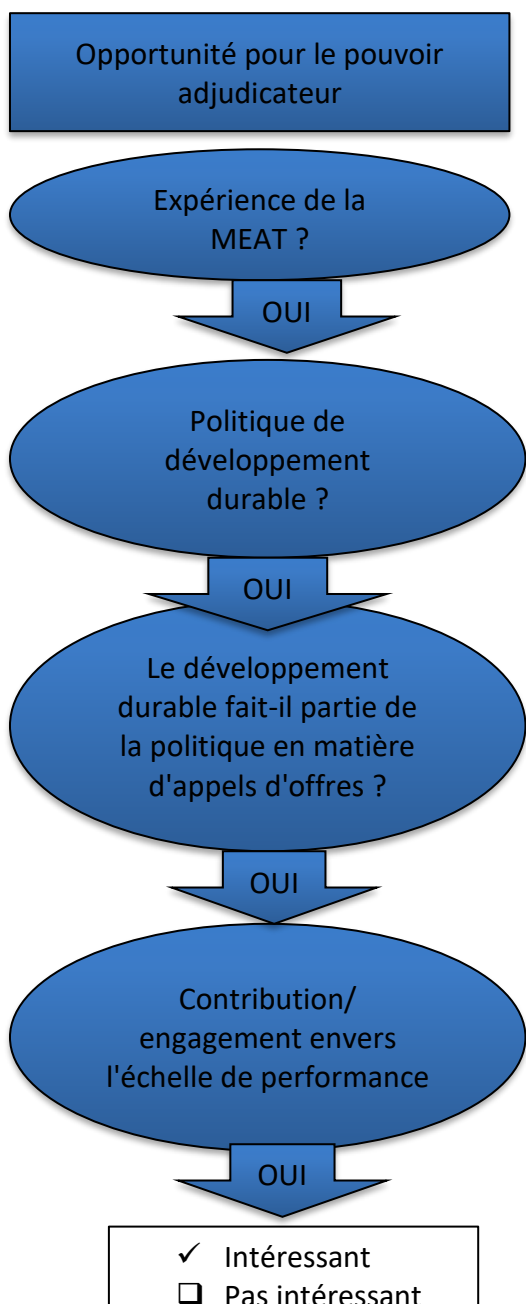
Dans les sous-critères 5A et 5B, le soumissionnaire est invité à élaborer (5A) et à mettre en œuvre (5B) des "actions autonomes" pour réduire les émissions dans la chaîne d'approvisionnement. Le soumissionnaire doit donc chercher activement des pistes de réduction dans la chaîne d'approvisionnement, dans la marge de manœuvre que lui offre le marché. Les mesures de réduction seront probablement différentes dans un marché axé sur des spécifications fonctionnelles par rapport à un marché axé sur des spécifications techniques.

Au sous-critère 5D, le soumissionnaire est invité à considérer le marché comme un "laboratoire ouvert" des innovations ou des mesures innovantes. La nouveauté dans ce contexte est l'obligation d'impliquer aussi les autres maillons de la chaîne. Le pouvoir adjudicateur étant l'un d'eux, le soumissionnaire peut, dans les limites du marché, solliciter la coopération du pouvoir adjudicateur à cette fin.

Si le Critère MEAT est appliqué dans un appel d'offres et qu'il est possible de soumissionner au niveau 5, un soumissionnaire doit donc, dans la marge de manœuvre offerte par le marché, rechercher des mesures de réduction au sein de la chaîne d'approvisionnement. C'est un sujet qui pourrait être évoqué dans le cadre du dialogue sur la réduction des émissions de CO₂ entamé entre le soumissionnaire et le pouvoir adjudicateur.

5. Opportunité du critère MEAT Échelle de performance CO₂ dans les appels d'offres

L'établissement d'appels d'offres avec le Critère MEAT Échelle de performance CO₂ est simple, mais le recours à ce critère n'est certainement pas recommandé pour toutes les institutions et n'est pas non plus applicable dans tous les appels d'offres. En effet, si vous décidez d'intégrer le Critère MEAT, la manière dont il sera mis en œuvre doit également être prise en compte.



5.1. L'intégration du critère est-elle intéressante pour le pouvoir adjudicateur ?

Si le pouvoir adjudicateur envisage d'intégrer le Critère MEAT Échelle de performance CO₂ dans un appel d'offres mais n'est pas certain que l'instrument soit adapté à son institution, les questions ci-dessous l'aideront à trancher.

Si vous avez répondu oui à toutes les questions ci-dessous, l'intégration du Critère MEAT Échelle de performance CO₂ est intéressante pour votre institution.

Votre institution a-t-elle l'expérience d'appels d'offres selon le principe MEAT ?

L'intégration du Critère MEAT Échelle de performance CO₂ est une composante spécifique de l'appel d'offres selon le principe MEAT pour le thème du développement durable. Si votre institution n'a pas l'expérience des appels d'offres selon le principe MEAT, il lui est fortement recommandé de demander conseil sur cette procédure d'appel d'offres avant d'appliquer le Critère MEAT Échelle de performance CO₂ dans un appel d'offres de ce type.

Votre institution s'est-elle dotée d'une politique en matière de développement durable ?

Pour les pouvoirs adjudicateurs, l'échelle est un instrument permettant de donner corps à une politique de développement durable sous la forme de critères uniformes et gérables dans le cadre d'appels d'offres. Elle exige du pouvoir adjudicateur qu'il mène une politique de développement durable active où l'impact CO₂ des marchés externalisés occupe une place prépondérante.

Figure 2 Intérêt pour le pouvoir adjudicateur

Le développement durable fait-il partie intégrante de la politique de l'institution en matière d'appels d'offres ?

L'application du Critère MEAT Échelle de performance CO₂ appelle les efforts des opérateurs économiques. Ces derniers peuvent donc partir du principe que l'échelle ne sera pas utilisée qu'une seule fois, mais qu'elle fera partie intégrante de la politique du pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics. Cependant, le critère MEAT Échelle de performance CO₂ n'est pas adapté à toutes les procédures d'appel d'offres. Un appel d'offres intégrant le critère MEAT est particulièrement adapté aux marchés en lien avec la politique de développement durable de votre institution, qui représentent un niveau relativement élevé d'émissions de CO₂ et où les soumissionnaires disposent d'une marge de manœuvre suffisante pour influencer la réduction des émissions de CO₂. Le pouvoir adjudicateur doit donc avoir une idée de l'impact CO₂ d'un marché et doit déterminer dans quels appels d'offres l'intégration de l'échelle de performance s'avère utile. La Figure 3 représente l'empreinte CO₂ de la Rijkswaterstaat (agence de l'eau néerlandaise). Le diagramme donne une idée de l'importance des différents types d'activités et de projets menés par la Rijkswaterstaat en matière d'émissions de CO₂. Sur la base de ces informations, une institution peut établir des critères pour déterminer les types d'appels d'offres qui se prêtent bien à l'intégration du Critère MEAT. Cette approche donnera aux opérateurs économiques une garantie quant à la manière dont les appels d'offres sont lancés sur le marché.

Recommandation : une évaluation pro forma de tous les marchés récurrents sur la base des questions de ce chapitre permet d'obtenir une liste des types de marchés qui seront toujours éligibles à l'application de l'échelle. Vous pouvez ensuite intégrer cette liste dans la politique en matière d'appels d'offres de votre institution.

Recommandation : les opérateurs économiques ont besoin de temps pour se préparer à l'utilisation du Critère MEAT échelle de performance CO₂. Si votre institution a fait le choix d'intégrer le Critère MEAT dans certains appels d'offres, faites en sorte de le communiquer bien à l'avance.

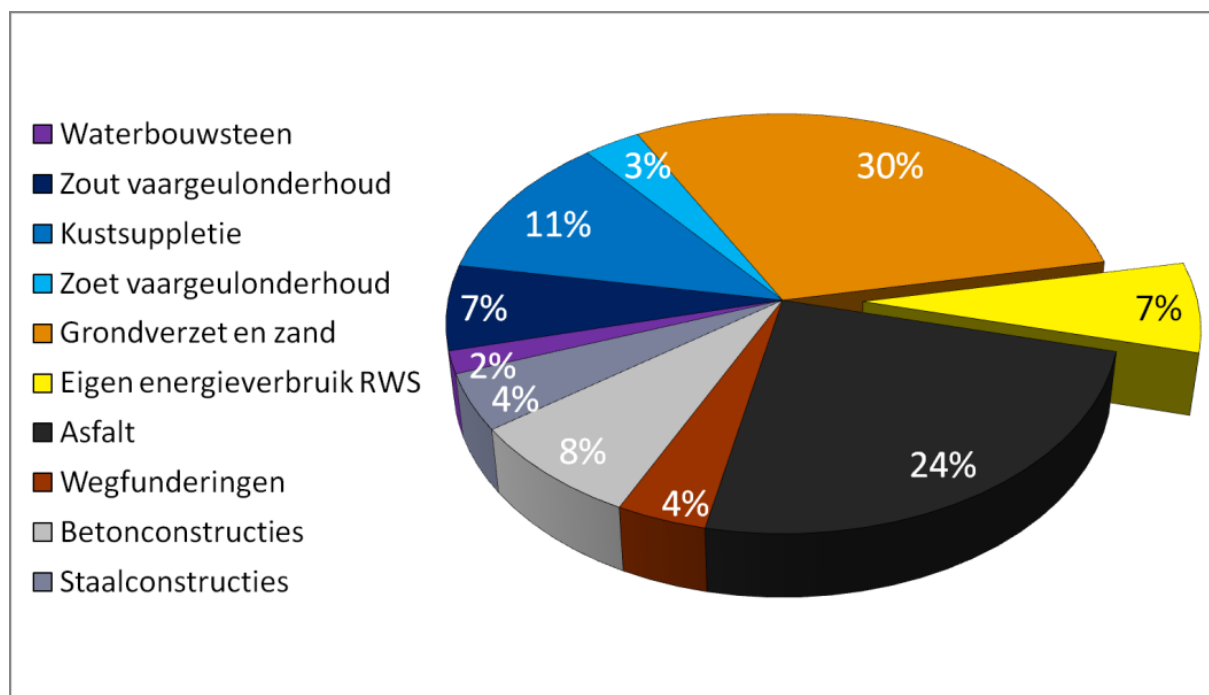


Figure 3 Représentation de l'empreinte carbone de la Rijkswaterstaat dans les catégories 1, 2 et 3 en amont, pour les émissions de CO₂ résultant de l'utilisation de matériaux par rapport à la consommation énergétique de l'infrastructure en tant que telle

Votre institution est-elle prête à apporter sa contribution et à s'engager vis-à-vis de l'échelle de performance CO₂ ?

Si votre institution choisit d'intégrer le Critère MEAT Échelle de performance CO₂ dans ses appels d'offres, veuillez en informer la SKAO, le gestionnaire de l'échelle de performance CO₂.

Les entreprises et les instances publiques désireuses d'intégrer le Critère MEAT dans leurs appels d'offres doivent être disposées à contribuer à l'utilisation, au développement ou à la promotion de l'échelle.

Il est fortement recommandé d'appliquer le Critère MEAT tel quel et, dans la mesure du possible, conformément au présent vade-mecum. Ce n'est qu'à cette seule condition que le certificat de performance aura valeur probante.

5.2. L'application est-elle intéressante pour un marché particulier ?

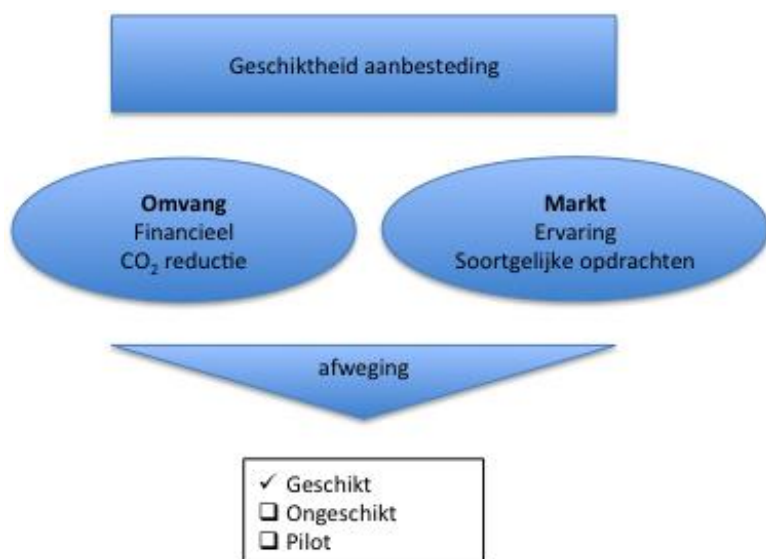


Figure 4 Opportunité dans le cadre de l'appel d'offres

Dans chaque procédure d'appel d'offres, il convient d'examiner l'opportunité de l'application du Critère MEAT dans l'appel d'offres en question. Dans ce contexte, il convient de tenir compte à la fois de la nature du marché et de son ampleur.

Cet aspect n'est pas facile à trancher. Il est également possible d'utiliser le Critère MEAT à titre pilote à un niveau d'ambition inférieur, par exemple pour le porter à la connaissance du marché.

Y a-t-il suffisamment d'opérateurs économiques capables de soumissionner ?

La plupart des grandes entreprises, ainsi que de nombreuses petites entreprises de génie civil et du secteur du traitement des déchets, ont maintenant l'expérience de l'échelle de performance CO₂ et un grand nombre d'entre elles sont certifiées. Un certain nombre de fournisseurs de services TIC ont également décroché la certification. Dans d'autres secteurs, l'échelle de performance CO₂ est beaucoup moins connue. Les entreprises qui ne déploient leurs activités qu'au niveau régional sont aussi souvent moins familiarisées avec l'échelle de performance CO₂. D'une part, on ne peut que se réjouir qu'un grand nombre de soumissionnaires soient déjà certifiés. D'autre part, si vous, pouvoir adjudicateur, commencez à avoir recours au Critère MEAT dans votre secteur ou région, cela ne peut que favoriser la prise de conscience de la problématique CO₂. Comme il s'agit de soumissionner selon un niveau d'ambition, il n'est pas encore formellement nécessaire que les entreprises aient déjà été certifiées au cours de la procédure d'appel d'offres. Il convient toutefois de leur laisser suffisamment de temps avant les premiers appels d'offres pour qu'elles prennent leurs marques.

Quel est le montant de l'appel d'offres ?

Le respect du Critère MEAT ou l'obtention du certificat CO₂ appelle des efforts de la part des entreprises (mise en place du système, rapport annuel, responsabilité et évaluation annuelle ou certification externe). Même si les coûts peuvent se répartir sur plusieurs marchés similaires, les soumissionnaires doivent démontrer la performance à chaque marché. L'effort à fournir doit être proportionnel à l'ampleur du marché.

Les marchés de longue durée mobilisent de nouvelles connaissances dans le domaine du développement durable pendant toute sa durée. Un long délai d'exécution plaide donc en faveur de l'application de l'échelle de performance CO₂.

Existe-t-il des marchés similaires ?

Au début, les mesures d'économie d'énergie et de réduction des émissions de CO₂ se traduisent souvent par des gains rapides (quick wins) et rentables. Toutefois, avec le temps, l'entreprise devra

prendre des mesures de réduction toujours plus ambitieuses. Si votre institution et d'autres pouvoirs adjudicateurs (locaux ou régionaux) lancent un grand nombre d'appels d'offres similaires, le soumissionnaire pourra répartir ses éventuels investissements à consentir dans le domaine de la RSE sur plusieurs marchés. Les coûts d'investissement dans le développement durable pèseraient alors moins que pour un seul marché. Dans le créneau spécifique où l'échelle de performance CO₂ s'applique ou peut s'appliquer, il y a beaucoup de marchés de nature différente. Cependant, les opérateurs économiques ont l'occasion de rentabiliser leurs investissements dans le cadre de plusieurs marchés.

Le marché présente-t-il suffisamment de possibilités pour la prise de mesures de réduction des émissions de CO₂ ?

La marge de manœuvre pour la prise de mesures de réduction de CO₂ dans le cadre d'un marché dépend de sa nature et de la liberté dont dispose le soumissionnaire dans ce contexte. Si un marché n'offre au soumissionnaire que peu ou pas de choix en termes de conception et de modalités d'exécution, l'application de l'échelle de performance CO₂ ne donnera pas lieu à des offres compétitives.

L'échelle de performance CO₂ est destinée à améliorer la dimension 'développement durable' du marché. Le marché doit avoir un impact CO₂ pertinent et ouvrir la voie à une réduction des émissions de CO₂. Cela concerne non seulement les émissions directes résultant de la mise en œuvre du marché, mais aussi les émissions dans la chaîne d'approvisionnement (par exemple, l'extraction et la production des matériaux requis et la consommation d'énergie pendant la phase d'utilisation). Les soumissionnaires doivent être libres de choisir la manière dont ils réaliseront un marché particulier (aux termes du contrat). Si les possibilités de choix pour la réalisation sont très limitées ou si les différentes options ont les mêmes caractéristiques en termes de développement durable, l'échelle de performance CO₂ a peu de potentiel de différenciation. Il n'est toutefois pas nécessaire que ce critère soit une exigence stricte dans chaque appel d'offres. Il est tout à fait imaginable de mettre efficacement en œuvre l'échelle de performance CO₂ quand un lot de travaux offre toutes sortes de possibilités aux soumissionnaires, alors que dans un autre lot, les choix sont limités. Les entreprises peuvent alors répartir leurs investissements dans des mesures de réduction sur un plus grand nombre de marchés si tous les marchés de cette catégorie font l'objet d'un appel d'offres intégrant l'échelle. Cet argument supplémentaire peut justifier la collaboration entre plusieurs pouvoirs adjudicateurs d'une région afin d'atteindre une masse critique d'appels d'offres intégrant le Critère MEAT.

D'autres aspects liés à la qualité et au développement durable peuvent aussi faire l'objet d'une démarche MEAT. Dans une politique d'appels d'offres bien équilibrée, il peut être nécessaire de ne pas se concentrer sur la réduction du CO₂ pour certaines catégories de contrats, mais d'utiliser la MEAT pour d'autres aspects liés à la qualité et au développement durable.

5.3. Comment comptez-vous appliquer le Critère MEAT ?

Si votre institution a choisi d'appliquer le critère MEAT échelle de performance CO₂ dans certains appels d'offres, vous devez soigneusement le déterminer (remise fictive) pour chaque appel d'offres. Le critère d'attribution préférentiel que vous accordez aux différents niveaux d'ambition doit être défini avec soin. Plusieurs aspects sont à prendre en compte dans ce contexte.

- Le critère d'attribution préférentiel doit se calquer sur l'éventuelle intégration d'autres critères MEAT, tels que le logiciel néerlandais DuboCalc ou le SROI (rendement social des investissements).
- Les échelons 1 et 2 ne nécessitent qu'un investissement restreint et sont donc à la portée des nouveaux venus.

- L'échelon 3 peut être atteint moyennant un effort raisonnable dans un délai d'un an. C'est à ce niveau que la plupart des entreprises commencent. Ces premiers échelons débouchent sur l'empreinte carbone (catégorie 1 et 2) de l'entreprise et de ses projets, moyennant des objectifs de réduction, la communication interne et externe nécessaire et un rôle actif dans le secteur ou dans la chaîne d'approvisionnement. Aux échelons 3 et supérieurs en particulier, la communication externe est une condition *sine qua non* au bon fonctionnement de l'échelle, au sein du secteur et en dehors.
- Les échelons 4 et 5, qui suivent la prise de mesures plus simples, exigent des investissements (en argent et en temps) de la part des entreprises certifiées. Si vous utilisez le Critère MEAT pour la première fois et qu'il n'y a que quelques acteurs titulaires d'une certification de ce niveau sur le marché, seul un nombre limité d'entreprises sera en mesure de soumissionner à ce niveau sur la base du certificat de performance CO₂.
- Le critère d'attribution préférentiel doit être suffisant pour motiver les entreprises à donner activement corps à leur politique de développement durable. Sur les marchés où l'échelle de performance CO₂ n'est pas encore répandue, vous pouvez encourager l'approche de développement durable en vous concentrant sur les échelons inférieurs (par exemple, en accordant un critère d'attribution préférentiel à tous les niveaux d'ambition mais en récompensant comparativement moins les échelons supérieurs). Sur les marchés où une proportion significative d'entreprises a déjà une expérience du Critère MEAT, vous pouvez maximiser les avancées en termes de développement durable en récompensant relativement plus les échelons supérieurs. Il s'agit d'un incitant supplémentaire pour les entreprises qui ne sont pas encore certifiées, tandis que les entreprises certifiées à un échelon élevé sont récompensées pour leur position plus élevée dans l'échelle.

6. Marche à suivre

Si votre institution envisage d'appliquer pour la première fois le Critère MEAT échelle de performance CO₂, la marche à suivre suivante peut vous servir de fil rouge.

ÉTAPE 1. Préparation de l'organisation

- Élaborez une politique active en matière de développement durable où l'impact CO₂ des marchés sous-traités occupe une place prépondérante.
- Élaborez une politique en matière d'appels d'offres qui précise le type d'appels d'offres pour lesquels le Critère MEAT Échelle de performance CO₂ sera mis en œuvre : Marchés en lien avec la politique de développement durable de votre institution, qui représentent un niveau relativement élevé d'émissions de CO₂ et où les soumissionnaires disposent d'une marge de manœuvre suffisante pour influencer la réduction de CO₂.

ÉTAPE 2. Préparation du marché et information de la SKAO

- Annoncez bien à l'avance que vous avez l'intention d'appliquer le Critère MEAT et dans quels types de marchés vous comptez le faire.
- Informez la SKAO de votre intention d'appliquer le Critère MEAT.

ÉTAPE 3. Premier appel d'offres intégrant le Critère MEAT

- Choisissez un appel d'offres qui s'inscrit dans votre politique de développement durable et d'approvisionnement.
- Déterminez le niveau d'ambition et la remise pour cet appel d'offres.
- Formulez avec soin l'intégration du Critère MEAT dans le cahier spécial des charges. Demandez conseil à un juriste.

ÉTAPE 4. Attribution du contrat

- Dans le contrat passé avec l'adjudicataire, précisez que ce dernier doit démontrer dans l'année suivant l'octroi du marché, et annuellement par la suite, qu'il respecte le niveau d'ambition postulé, y compris tous les niveaux inférieurs du critère MEAT. Le chapitre 3, paragraphe "Démonstration dans le cadre spécifique du marché", donne un aperçu des aspects à prendre en compte dans le contrat.

ÉTAPE 5. Exécution du marché

- Engagez le dialogue avec le soumissionnaire en ce qui concerne la réduction des émissions de CO₂ dans le cadre du marché.
- Vérifiez s'il respecte ses obligations au regard du Critère MEAT un an après l'attribution du marché et annuellement par la suite.
- Si le soumissionnaire ne respecte pas totalement le niveau d'ambition contractuel, y compris à tous les niveaux inférieurs, vous appliquerez une sanction corrélée à la différence entre le niveau d'ambition contractuel et le niveau d'ambition atteint, tenant éventuellement compte de la durée de la non-conformité.

ÉTAPE 6. Livraison

- Faites l'inventaire des meilleures pratiques en matière de mesures prises dans le cadre du marché et encouragez votre institution à adopter par défaut les mesures fructueuses, qui ont

déjà été appliquées à plusieurs reprises. Vous récompenserez ainsi les meilleurs soumissionnaires de la classe pour leurs efforts.

7. Pourquoi un critère MEAT Échelle de performance CO₂ ?

Les tableaux ci-dessous font le point sur le Critère MEAT échelle de performance CO₂. Les concepts utilisés dans ce critère MEAT sont définis à l'annexe B : manuel Échelle de performance CO₂ 3.0. Dans le cadre de l'application du critère MEAT, le Manuel est déterminant en ce sens qu'il explique des notions et des termes employés dans les tableaux ci-dessous.

Une entreprise qui souhaite être certifiée à un échelon donné devra, bien entendu, se conformer à tous les critères du Manuel. Cependant, un opérateur économique qui souhaiterait démontrer que, dans le cadre d'un marché spécifique, il répond à un échelon donné dans l'exécution du marché n'a besoin du Manuel que pour l'explication des termes et notions employés dans lesdits tableaux. Il a été tenu compte de cet aspect dans les formulations du critère standard MEAT, qui sont basées sur le marché et non sur l'entreprise dans son ensemble.

Les cinq niveaux d'ambition en matière de CO₂ dans le cadre de l'offre économiquement la plus avantageuse sont les suivants :

7.1. Niveau 1

Niveau d'ambition CO ₂ 1					
	Aspect	Sous-critères		Aspect	Sous-critères
1A	Consommation d'énergie	1. Les flux d'énergie escomptés et réels ont été identifiés et analysés.	1B	Économie d'énergie	1. Le soumissionnaire étudie de manière démontrable les possibilités de réduire la consommation d'énergie du marché.
		2. Tous les flux d'énergie escomptés et réels du marché ont été recensés de manière démontrable.			2. Le soumissionnaire établit un rapport d'audit interne indépendant pour le marché.
		3. Cette liste fera l'objet d'un suivi régulier et sera mise à jour tout au long de la durée du marché.			
1C	Communication	1. Le soumissionnaire communique de façon démontrable, en interne, sur une base ad hoc, au sujet de sa politique de réduction de la consommation énergétique du marché.	1D	Initiatives de réduction des émissions de CO ₂	1. Le soumissionnaire démontre qu'il est au courant des initiatives du secteur et/ou de la chaîne d'approvisionnement dans le domaine de la réduction des émissions de CO ₂ qui sont pertinentes pour le marché.
		2. Le soumissionnaire communique de façon démontrable, à l'extérieur, sur une base ad hoc, au sujet de sa politique de réduction de la consommation énergétique du marché.			2. Le soumissionnaire connaît les initiatives du secteur et de la chaîne d'approvisionnement et leur pertinence pour le marché. Il les aborde dans le cadre des réunions avec la direction.

7.2. Niveau 2

Niveau d'ambition CO ₂ 2					
	Aspect	Sous-critères		Aspect	Sous-critères
2A	Consommation d'énergie	1. Tous les flux d'énergie escomptés et réels du marché ont fait l'objet d'un inventaire quantitatif.	2B	Économie d'énergie	1. Le soumissionnaire formule un objectif qualitativement défini pour la réduction de la consommation d'énergie et a précisé les mesures à prendre dans le cadre du marché.
		2. Cette liste est exhaustive et fera, de manière démontrable, régulièrement l'objet d'un suivi et d'une actualisation tout au long du projet.			2. Le soumissionnaire formule un objectif défini pour la consommation de carburants de substitution et/ou d'électricité verte dans le cadre du marché.
		3. Le soumissionnaire effectue un audit énergétique du marché.			3. L'objectif en matière d'énergie et de réduction et les mesures connexes sont étayés, mis en œuvre et communiqués à tous les collaborateurs du soumissionnaire, dans la mesure où ils sont impliqués dans le projet.
2C	Communication	1. Le soumissionnaire communique structurellement en interne sur la politique énergétique du marché. La communication fait au moins état de la politique énergétique et des objectifs de réduction du marché.	2D	Initiatives de réduction des émissions de CO₂	1. Le soumissionnaire examine de manière démontrable les possibilités de mettre en œuvre des mesures spécifiques au marché découlant d'initiatives pertinentes dans le cadre du marché.
		2. Le soumissionnaire suit un cycle de contrôle efficace en termes de réduction de CO ₂ avec des responsabilités assignées pour le marché.			
		3. Le soumissionnaire identifie les intervenants externes dans le cadre du marché.			

7.3. Niveau 3

Niveau d'ambition CO ₂ 3					
	Aspect	Sous-critères		Aspect	Sous-critères
3A	Émissions de CO ₂	1. Le soumissionnaire établit un rapport sur a. les émissions de catégorie 1 et 2 escomptées pour l'ensemble du marché et b. le bilan détaillé des émissions actuelles pour les émissions de catégorie 1 et 2 du marché, conformément à la norme ISO 14064-1.	3B	Réduction des émissions de CO ₂	1. Le soumissionnaire formule un objectif quantitatif de réduction des émissions des émissions de catégorie 1 et 2 du marché, exprimé en valeurs absolues ou en pourcentages par rapport à une ou plusieurs références pertinentes et dans un certain délai. Il a élaboré un plan d'action correspondant énumérant les mesures à prendre.
		2. Le bilan des émissions au point 1B du marché est vérifié par un OC, au moins à un degré de certitude limité.			2. Le soumissionnaire a recours à un plan d'action ou un système de management de l'énergie dans le cadre du marché (conformément à la norme NEN-ISO 50001 ou équivalent).
3C	Communication	1. Le soumissionnaire communique de manière structurelle, en interne et à l'extérieur, sur l'empreinte carbone (émissions de catégorie 1 et 2), les objectifs quantitatifs de réduction et les mesures dans le cadre du marché. La communication prévoit au moins une politique énergétique et des objectifs de réduction dans le cadre du marché, une description de la ou des références utilisées, les possibilités de contributions individuelles, des informations relatives à la consommation d'énergie actuelle et les tendances du marché.	3D	Initiatives de réduction des émissions de CO ₂	1. Le soumissionnaire démontre que des mesures découlant d'une initiative (sectorielle ou de la chaîne d'approvisionnement) dans le domaine de la réduction des émissions de CO ₂ sont mises en œuvre dans le cadre du marché.
		2. Le soumissionnaire doit établir un plan de communication interne et externe étayé, assorti de missions, de responsabilités et de moyens de communication bien définis.			

7.4. Niveau 4

Niveau d'ambition CO ₂ 4					
	Aspect	Sous-critères		Aspect	Sous-critères
4 A	Émissions de CO₂	1. Le soumissionnaire démontre qu'il a connaissance des principales émissions d'importance relative de catégorie 3 pour le marché et présente les émissions de CO ₂ par unité pour l'une d'elles.	4B	Réduction des émissions de CO₂	1. Le soumissionnaire formule un objectif de réduction en fonction des émissions d'importance relative les plus importantes de catégorie 3 du marché attendues et a élaboré, en regard, un plan d'action correspondant, intégrant les mesures à prendre. L'objectif est exprimé en valeur absolue ou en pourcentage par rapport à une (ou plusieurs) référence(s) pertinente(s) et dans un délai défini.
		2. Le soumissionnaire établit un plan de management de la qualité pour l'inventaire du marché.			2. Le soumissionnaire fait rapport périodiquement (en interne et à l'extérieur) sur les progrès réalisés par rapport aux objectifs du marché.
4C	Communication	1. Le soumissionnaire doit démontrer qu'il entretient un dialogue régulier (au moins deux fois par an) avec les parties intéressées au sein des instances publiques et des ONG (au moins deux fois par an) sur son objectif de réduction CO ₂ et doit pérenniser les mesures dans le cadre du marché*.	4D	Initiatives de réduction des émissions de CO₂	1. Le soumissionnaire démontre qu'il est l'initiateur de la mise en œuvre, dans le marché, de mesures innovantes visant à réduire les émissions de CO ₂ et qu'il aide également le secteur à réduire ses émissions de CO ₂ en associant le nom de l'entreprise à l'initiative du projet, par le biais de publications et la confirmation des parties prenantes.
		2. Le soumissionnaire doit démontrer que les points d'attention exprimés par les instances publiques et/ou les ONG au sujet du marché ont été identifiés et pris en compte*. * : Les points 4C 1. et 2. s'appliquent aux grands marchés pluriannuels.			

7.5. Niveau 5

Niveau d'ambition CO ₂ 5					
	Aspect	Sous-critères		Aspect	Sous-critères
5A	Émissions de CO ₂	1. Le soumissionnaire démontre qu'il dispose d'une vue d'ensemble récente des émissions d'importance relative de catégorie 3 du marché et des maillons les plus pertinents de la chaîne d'approvisionnement concernée.	5B	Réduction des émissions de CO ₂	1. Pour les émissions d'importance relative de catégorie 3 du marché, le soumissionnaire a formulé une stratégie et des objectifs de réduction des émissions de CO ₂ en se fondant sur les analyses décrites au point 5.A.2. Un plan d'action correspondant a été élaboré. Il énumère les actions autonomes à entreprendre. Les objectifs sont exprimés en valeur absolue ou en pourcentage par rapport à une (ou plusieurs) référence(s) pertinente(s).
		2.1. Pour le marché, le soumissionnaire dispose d'une analyse étayée et récente des mesures autonomes qu'il peut prendre pour influencer sur les émissions d'importance relative de catégorie 3 du marché (en amont et en aval).			2. Au moins deux fois par an, le soumissionnaire doit fournir son bilan des émissions de CO ₂ de catégorie 1, 2 et 3 (internes et externes) générées par le marché, ainsi que l'état d'avancement des objectifs de réduction et des mesures prises.
		2.2. Le soumissionnaire démontre qu'il a une vue ensemble des stratégies possibles pour réduire ces émissions de catégorie 3 dans le cadre du marché (en amont et en aval).			3. Le soumissionnaire parvient à atteindre les objectifs de réduction.
		3. Le soumissionnaire doit disposer de données récentes et spécifiques sur les émissions, fournies par des partenaires directs (et potentiels) de la chaîne d'approvisionnement et pertinentes pour la mise en œuvre de la stratégie Catégorie 3 du marché (cf. 5.B.1).			

5C	Communication	<p>1. Le soumissionnaire communique à l'extérieur, de manière structurée, sur la manière dont le marché fonctionne en tant que laboratoire ouvert pour les innovations ou les mesures innovantes et sur la manière dont il a activement impliqué les maillons de la chaîne d'approvisionnement.</p>	5D	Initiatives de réduction des émissions de CO₂	<p>1. Le soumissionnaire considère le marché comme un laboratoire ouvert pour mettre en œuvre des innovations ou des mesures innovantes et implique activement les maillons de la chaîne d'approvisionnement dans le processus. Le soumissionnaire doit donner une description de la réduction des émissions de CO₂ visée découlant de la mesure prise dans le cadre du marché.</p>
		<p>2. Le soumissionnaire communique sur une base structurée (au moins deux fois par an), en interne et à l'extérieur, sur l'empreinte carbone (catégories 1, 2 et 3) et les objectifs de réduction quantitatifs du marché. La communication comporte au moins une politique énergétique et des objectifs de réduction dans le cadre du marché, une description de la ou des références utilisées, les possibilités de contributions individuelles, des informations relatives à la consommation d'énergie actuelle et les tendances du marché.</p>			<p>2. Les innovations ou les mesures novatrices sont commentées de manière professionnelle par un institut d'expertise reconnu comme compétent et indépendant dans ce domaine.</p>

Annexe A : transition à la suite de la publication du Manuel Échelle de performance CO₂ 3.0

1. Validité du certificat de performance CO₂ 2.2 et 3.0

En vertu des dispositions transitoires énoncées dans le Manuel 3.0, une période transitoire de trois mois (niveaux de certificat 1, 2 et 3) ou d'un an (niveaux 4 et 5) s'applique, c'est-à-dire qu'une entreprise peut encore être certifiée (évaluation initiale, annuelle et réévaluation) sur la base du Manuel 2.2 jusqu'à 3 mois, ou le cas échéant 1 an, après la publication du Manuel 3.0. À l'issue de ce délai, tous les audits de performance doivent être conformes aux critères du Manuel 3.0. Les entreprises étant évaluées annuellement, elles peuvent donc être titulaires d'un certificat basé sur la version 2.2 du Manuel jusqu'en septembre 2016 (niveaux 1, 2 et 3) ou juin 2017 (niveaux 4 et 5).

Un certificat pour un niveau donné basé sur la version 3.0 du Manuel sera accepté comme preuve du respect de toutes les obligations découlant des exigences des critères MEAT pour le même niveau dans la version 2.2 du Manuel, étant donné que les exigences de la version 3.0 ne sont pas moins sévères que celles de la version 2.2. Avec un certificat pour un niveau donné basé sur le Manuel 3.0, une entreprise peut donc aussi fournir des preuves pour des marchés en cours au niveau pour lequel le contrat avec Critère MEAT a été conclu conformément à la version 2.2 du Manuel.

Si une entreprise dispose d'un certificat sur la base de la version 2.2 du Manuel et souhaite continuer à l'utiliser sur ladite base pour des marchés en cours (contrats déjà conclus), mais ne souhaite pas être certifiée au même niveau sur la base de la version 3.0 du Manuel, la prorogation (temporaire) du certificat conformément à la version 2.2 est possible ; voir ci-dessous au point A.2.

En principe, le critère MEAT 3.0 peut être utilisé directement, mais son application dépend aussi du niveau d'ambition postulé et du délai de l'appel d'offres. Les pouvoirs adjudicateurs doivent tenir compte du fait que les entreprises certifiées ne disposeront pas tout de suite du certificat (de niveau 4 ou 5) basé sur le Manuel 3.0. Le cas échéant, lesdites entreprises peuvent, bien entendu, remplir le Critère MEAT dans le cadre spécifique du marché pour le marché en question.

2. Règles relatives à la prorogation de la validité du certificat de performance CO₂ 2.2

Un certificat délivré en vertu d'une version plus ancienne du Manuel Échelle de performance CO₂ (version 2.2) peut, dans des cas exceptionnels, être prorogé au-delà des périodes transitoires prescrites dans le Manuel Échelle de performance CO₂ 3.0. Une entreprise qui souhaite proroger un certificat délivré selon une ancienne version soumet une demande en ce sens à la SKAO et à l'organisme certificateur (OC). La SKAO et l'OC en informeront le Raad van Accreditatie (Pays-Bas) afin qu'une surveillance adéquate soit assurée.

Des exceptions peuvent être accordées en présence d'éventuelles obligations contractuelles stipulées dans le cadre d'un appel d'offres pluriannuel intégrant le Critère MEAT Échelle de performance CO₂ quand une ancienne version d'un certificat de performance CO₂ peut être présentée en pièce justificatrice sur une longue période. Toutefois, ce n'est possible que si l'entreprise s'abstient de postuler à un niveau supérieur et de passer à la version 3.0 du certificat. En effet, une entreprise ne peut pas être titulaire de deux certificats simultanément. Il est toutefois

possible de le proroger dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques qui avait été homologué en son temps et qui ne souhaite plus l'être à un niveau supérieur en tant que groupement. Cela importe peu si les entreprises participant au groupement sont aussi certifiées individuellement.

Annexe B : manuel Échelle de performance CO₂